

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 28/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



DANAY INVESTMENT SNC

335, rue Soufflot
Z.I de Grézan
30000 NIMES

Références : 2022-04-254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement DANAY INVESTMENT SNC implanté 335, rue Soufflot Z.I de Grézan 30000 NIMES. L'inspection a été annoncée le 21/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DANAY INVESTMENT SNC
- 335, rue Soufflot Z.I de Grézan 30000 NIMES
- Code AIOT dans GUN : 0006601793
- Régime : Enregistrement

La société Danay Investment est titulaire de l'autorisation environnementale accordée pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles dans la zone industrielle de Grézan à Nîmes.

La SNC Danay Investment loue cet entrepôt à la société Waylog qui assure la logistique d'une partie des produits finis de Royal Canin à Aimargues.

L'entrepôt est donc aujourd'hui dédié au stockage d'une partie des produits finis de l'usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie de Royal Canin à Aimargues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Régionale 1510 : Classement des installations et Etat des stocks
- Risque accidentel : Foudre – Installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions relatives à la protection contre la foudre – Carnet de bord et notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2	/	Sans objet
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	Sans objet
Contenu du dossier	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.	/	Sans objet
Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	/	Sans objet
Dispositions relatives à la protection contre la foudre – Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	/	Sans objet
Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article VIII > 1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action régionale visant à vérifier le classement des entrepôts au titre de la rubrique 1510 depuis l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions de classement, aucune modification de classement n'est notée sur ce site. Le site reste soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

Concernant les autres points vérifiés, le détail des constats effectués est présenté par point de contrôle dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Classement des installations sous la rubrique « entrepôts »
Prescription contrôlée : - Rubrique 1510-2b : 243 979 m3 - Régime : E- Rubrique 1450-2 : 950 kg - Régime : D- Rubrique 2925-1 : 320 kW - Régime D- Rubrique 4320-2 : 20 tonnes - Régime : D- Rubrique 4330-2 : 2,5 tonnes - Régime : D- Rubrique 4331-3 : 90 tonnes - Régime D- Rubrique 4510-2 et 4741-2 : 30 tonnes - Régime : D- Rubrique 4734-2c : 90 tonnes - Régime D- Rubrique 4755-2b : 490 m3 - Régime D
Constats : L'activité réalisée sur le site comprend à date et depuis 2017 uniquement des matières combustibles type croquettes et classables au titre de la rubrique 1510. Le bâtiment est composé d'une unique "Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage (IPD)" dont le volume correspond au volume de classement au titre de la rubrique 1510. Les rubriques de stockage solides inflammables (1450), d'aérosols inflammables (4320), de liquides inflammables (4330 et 4331), de produits dangereux pour l'environnement (4510), d'eau de javel (4741) et d'alcool de bouches (4755) ne sont donc plus exploitées depuis plus de 2 ans. La déclaration d'exploitation de ces rubriques est donc caduque. L'exploitant devra procéder à de nouvelles déclarations pour redémarrer ces activités. Le classement général du site resté inchangé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues

<p>dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant ne stocke sur site que des produits de même typologie : des croquettes emballées sous papier, carton ou plastique.</p> <p>L'extraction de l'état des stocks permet d'avoir une vision quotidienne des stocks présents. Pour compléter cet état des stocks, l'exploitant a présenté une synthèse par cellule du mode de stockage (% rack - % au sol) et de la masse combustible stockée.</p> <p>Afin d'être complet, cet état des stocks doit préciser la quantité de déchets présent sur site.</p> <p>L'état des stocks est disponible sur demande mais la mise à disposition de cet état des stocks n'a pas fait l'objet d'une consigne/procédure communiquée aux services d'incendie et de secours et à l'inspection.</p> <p>Un inventaire physique est réalisé quotidiennement sur des zones différentes chaque jour permettant d'avoir un inventaire complet du site sur un mois glissant.</p> <p>L'état des stocks peut être amélioré pour répondre directement au second objectif de la prescription, à savoir fournir un inventaire sous forme synthétique lisible de l'ensemble de la population.</p> <p>L'exploitant est invité à prendre en compte ces observations et à apporter les points d'améliorations suivants à son état des stocks:</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre en compte les déchets, - établir une consigne de mise à disposition de cet état des stocks à l'administration, - simplifier cet état des stocks pour qu'il soit facilement lisible du public. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Contenu du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consultation des rapports de l'assureur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté lors de la visite le rapport de la dernière visite d'inspection réalisée le 26/05/2020 sur le site de Grézan.</p> <p>Ce rapport mentionne plusieurs recommandation et précise les suites données par l'exploitant. Une remarque porte sur les RIA non adaptés au risque présenté (présence de canon à mousse non pertinent pour le stockage de matières combustibles non dangereuses). L'exploitant a présenté un bon de commande pour le remplacement de ces canons et est en attente d'une date d'intervention de la part du prestataire.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport Q18 de vérification des installations électriques en date du 22 avril 2021. Ce rapport de vérification mentionne que l'exploitant n'a pas transmis le plan des locaux à risques d'incendie ni le plan des zones à risque d'explosion. L'exploitant veillera à transmettre ces éléments lors de la visite 2022 des installations électriques.
Le rapport Q19 du 30 juillet 2021 a également été présenté et fait apparaître 4 anomalies. L'exploitant a présenté un compte rendu d'intervention rapportant les travaux effectués afin de corriger ces 4 anomalies.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de la dernière vérification complète réalisée en janvier 2020 avec de nombreuses réserves levées en décembre 2020 (rapport de levé de réserves présenté). L'exploitant n'a pas fait réaliser de vérification visuelle foudre en 2021 et le jour de l'inspection n'avait pas encore programmé la visite de vérification complète de 2022. Lors de l'inspection, l'exploitant a pris contact avec l'organisme ProImpact qui effectue les vérifications foudre habituellement sur ce site et une visite de vérification complète foudre a été programmée pour le 22 avril 2022. Suite à l'inspection, le 21 avril 2022 l'exploitant a transmis le bon de commande validé pour la réalisation d'une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre programmée pour le 22 avril 2022. La vérification complète foudre a bien été réalisée le 22 avril 2022, le rapport de vérification du 27 avril 2022 a été transmis à l'inspection et relève 1 non-conformité pour laquelle l'exploitant a transmis un bon de commande pour action corrective.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition de l'ARF, l'étude technique, et le carnet de bord foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter sur site le jour de l'inspection la notice de vérification et de maintenance et le carnet de bord relatifs aux dispositifs de protection contre la foudre. L'exploitant veillera à tenir ces documents à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
Constats : L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur l'échéance à venir concernant cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article VIII > 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur l'échéance à venir concernant cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite